

L'ASSAINISSEMENT

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

SECRETARIAT TECHNIQUE PERMANENT  
DU CADRE INSTITUTIONNEL DE LA GESTION  
DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES  
(STP/CIGQE)



Période du Programme: 2008-2010	Total ressources allouées :
Identification Atlas : _____	362.000 dollars EU
Date de démarrage : Nov 2008	. PNUD : 150.000 dollars EU
Date de clôture: Décembre 2010	. GdM: 212.000 dollars EU
Modalités de gestion : Exécution Nationale (NEX)	

**Intitulé:**

ELABORATION D'UN CADRE STRATEGIQUE D'INVESTISSEMENT ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES NATIONALES DE MOBILISATION DE RESSOURCES FINANCIERES EN MATIERE DE GESTION DURABLE DES TERRES (GDT)

**Effets PNUAD:**

Les zones rurales les plus vulnérables bénéficient d'un renforcement de la sécurité alimentaire et d'un développement durable, de services d'énergies alternatives durables et de création d'emplois.

**Effet Programme Pays:**

Les conventions cadres relatives à l'environnement: lutte contre la désertification, préservation de la biodiversité, changement climatique, eaux internationales, Convention de Bamako sont opérationnelles.

**Produits de programme pays escomptés :**

La gestion de l'environnement par les secteurs public et privé et en particulier les collectivités locales est renforcée.

Les capacités de coordination et de mobilisation des ressources en GDT sont renforcées et un Cadre stratégique d'investissement en GDT est élaboré.

**Partenaire de mise en œuvre:**

Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement (MEA)

**Parties Responsables:**

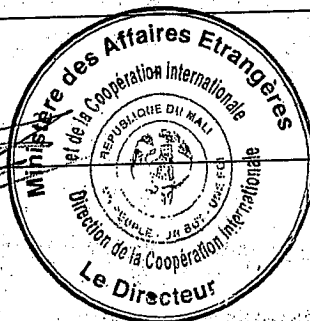
Secrétariat Technique Permanent du Cadre Institutionnel de la Gestion des Questions Environnementales (STP/CIGQE)

## Description

La gestion durable des terres (GDT) constitue une préoccupation majeure pour le Mali dont l'économie repose essentiellement sur le secteur primaire notamment l'agriculture et l'élevage. Au Mali les écosystèmes, la situation économique et la sécurité alimentaire connaissent une détérioration continue liée à la dégradation des terres. Les pertes moyennes annuelles en terres arables du fait de l'érosion sont de l'ordre de 6,5 tonnes/ha/an à plus de 10 tonnes au sud (étude Bishop et Allen). Un pic de 31 tonnes a même été enregistré à Sikasso. Cette situation oblige le Mali à s'investir dans la GDT faute de quoi, la désertification se poursuivra de manière incontrôlée avec un risque d'aggravation de la pauvreté. C'est la raison pour laquelle l'investissement dans la GDT est un impératif pour le pays. Les leçons tirées des interventions précédentes ont montré le besoin de coupler les investissements en Gestion Durable des Terres (GDT) sur le terrain avec des efforts accrus pour démanteler les principales barrières institutionnelles, économiques, politiques et de gouvernance qui ralentissent l'adoption des approches de GDT. La réalisation des objectifs énoncés de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement (PNPE), dans le cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR) et dans le schéma directeur du secteur du développement rural (SDDR), imposent d'aligner les secteurs et les parties prenantes autour d'une vision commune et d'une approche programmatique de mise à l'échelle nationale de la GDT.

En partenariat avec la Banque Mondiale, la GTZ, le Mécanisme Mondial (MM) de l'UNCCD, le PNUD et en concertation avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) du domaine de l'environnement, le Gouvernement du Mali a décidé d'adopter l'approche programmatique de GDT promue par la plateforme TerraAfrica et de concevoir et mettre en œuvre en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes, son Cadre Stratégique d'Investissement en matière de GDT (CSI-GDT). Le présent projet vise à soutenir le gouvernement du Mali dans ses efforts d'élaboration et de validation de son cadre stratégique d'investissement en matière de GDT pour la période 2008-2010.

Approuvé par le MAECI  
(Direction de la Coopération Internationale)



15 JUL 2009

Approuvé par le MEA



Approuvé par le PNUD



60/70/09

## SOMMAIRE

Partie I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION .....	4
Partie II. STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE .....	5
Partie III. CADRE LOGIQUE .....	11
Partie IV. MODALITES DE GESTION .....	18
Partie V. CADRE DE SUIVI ET D'EVALUATION .....	21
Partie VI. CADRE LEGAL .....	25
Partie VII. ANNEXES .....	26

**Décret N°98/415 du 24 Décembre 1998 fixant cadre institutionnel de la gestion des questions environnementales**

**Protocole d'accord Gouvernement du Mali / PNUD**

**Plan de travail**

## Partie I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Au Mali comme dans de nombreux pays de la sous région, la gestion des terres est un thème transversal aux secteurs de l'environnement et des ressources naturelles (désertification, érosion), de la production agricole/pastorale (fertilité des sols, salinisation) et de l'équité/stabilisation sociale (manque de droits reconnus).

C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Mali a conçu son approche de réduction de la pauvreté à travers le développement rural de façon à inclure les efforts pour améliorer l'accès à la terre et combattre la dégradation des terres. Le pays a développé un certain nombre de stratégies dans ce sens, comme le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté, communément appelé CSCRP, le Schéma Directeur du Secteur Développement Rural (SDDR) la Loi d'Orientation Agricole (LOA) et la politique nationale de protection de l'environnement (PNPE). Les Partenaires techniques et financiers ont accueilli favorablement ces avancées et réagi en incluant la gestion des terres dans leurs stratégies d'assistance (CAS, PNUAD).

Cependant, le caractère très dispersé des structures chargées de la mise en œuvre des programmes et politiques liés à la GDT a pour effet la réduction de l'efficacité des ressources publiques et privées destinées à la GDT et impose par conséquent une approche multipartenaire, multi sectorielle et multidisciplinaire, et qui soit centrée sur la gouvernance, les institutions et les motivations.

Au Mali, dès 2005, le Gouvernement avec la Banque Mondiale, le Mécanisme Mondial de l'UNCCD et le PNUD ont engagé des concertations pour adopter l'approche programmatique de GDT promue par la plateforme TerrAfrica avec comme objectif la conception et la mise en œuvre concertée d'un Cadre Stratégique d'Investissement dans la GDT (CSI-GDT). Une plateforme partenariale autour du gouvernement du Mali est actuellement concrétisée regroupant les partenaires suivants : la Banque Mondiale, le Mécanisme Mondial, la GTZ et le PNUD.

## Partie II. STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE

L'Etat malien reconnaît que la gestion durable des terres (GDT) constitue le socle d'une agriculture pérenne, ainsi qu'une composante stratégique du développement durable et de la réduction de la pauvreté. Afin de mettre un terme à la dégradation des terres au Mali, il est impératif que le secteur public et le secteur privé, ainsi que les partenaires au développement consentent de faire des investissements harmonisés et selon une approche programmatique adoptée par toutes les parties prenantes pour lutter efficacement contre ce fléau. Le gouvernement du Mali a admis l'urgence de réaliser des investissements et la nécessité d'adopter une approche stratégique à l'échelle nationale.

Ainsi, face aux enjeux importants de la dégradation des terres, au caractère transversal de la question, et à ses impacts économiques à moyens et longs termes, le Gouvernement du Mali s'engage à garantir une synergie d'action des différents partenaires à travers la mise en œuvre d'une stratégie de communication efficace et efficiente.

L'objectif général du projet est de renforcer les capacités nationales de coordination et de mobilisation des ressources en matière de GDT en vue de doter le pays d'un Cadre stratégique d'investissement en GDT. Ce projet permet de catalyser les appuis des partenaires au développement du Mali en vue d'une meilleure opérationnalisation des activités analytiques et opérationnelles pour une amplification des pratiques et techniques de GDT à l'ensemble du territoire Malien avec l'implication de l'ensemble des partenaires. A ce titre, il sera mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement à travers le Cadre institutionnel de la gestion des Questions Environnementales (CIGQE) dont il renforcera les capacités.

Les financements de la Banque Mondiale et de la GTZ seront mis en œuvre de manière concertée et parallèle conformément à leurs propres procédures. Les sept objectifs spécifiques retenus pour l'appui des partenaires techniques et financiers et du gouvernement sont les suivants:

### 2.1 Créer une coalition nationale autour de la GDT

Créer une coalition nationale largement représentative en :

- identifiant les institutions partenaires compétentes dans le secteur public dans le secteur privé, la société civile et dans les organisations internationales;
- sélectionnant les principaux partenaires pour servir de défenseurs de l'agenda de la GDT et du processus de planification au niveau de l'ensemble du pays;
- tirant parti des mécanismes existants de fourniture comme les programmes sectoriels dans les domaines de l'agriculture, de l'environnement, ou des terres et renforcer leurs composantes de gestion des terres;
- utilisant une instance préexistante en matière de terres /agriculture/environnement ou en instituant une équipe centrale de GDT, constituée de hauts représentants choisis à partir des principaux groupes intéressés, pour assumer la responsabilité du programme national; et
- mettant en place un vaste forum consultatif doté d'une plus vaste composition, représentative de toutes les parties prenantes.

C'est dans ce cadre qu'à la suite de la réunion du Groupe de travail national le 24 Août 2007, il a été décidé de retenir le cadre institutionnel de gestion des questions environnementales comme cadre de mise en œuvre de la GDT tout en élargissant le comité consultatif de 27 à 40 membres en vue de prendre en compte tous les acteurs concernés. Ce comité consultatif élargi, a désigné 9 structures pour constituer l'équipe technique GDT dont les activités seront animées par un coordinateur.

Le but recherché est de rassembler les partenaires au niveau national, régional et local et aussi au niveau des PTF dans un partenariat multi-échelons pour préconiser une vision commune de GDT, partager des analyses, jeter les bases du renforcement et de l'harmonisation des dialogues et des stratégies de politique, et améliorer la coordination à tous les niveaux. Il s'agira aussi d'obtenir un engagement au plus haut niveau sur les questions de dégradation des terres et de Gestion Durable Terres, pour la promotion d'une prise de conscience de l'approche programmatique de la GDT.

## **2.2 Renforcer les capacités des acteurs de la GDT**

Le renforcement des capacités se fera en deux étapes pour deux résultats attendus différents :

### **2.2.1 Le renforcement des capacités pour l'élaboration du CSI**

Ce renforcement commence par la publication de l'étude GDT qui permet de mettre à la disposition des acteurs des informations de base sur la GDT. Il se poursuit ensuite par la formation de l'équipe technique et du coordinateur en vue leur permettre d'exercer leurs mandats respectifs suivant une feuille de route qu'ils auront contribué à élaborer. Le renforcement des capacités consiste aussi en l'équipement de la coordination par l'acquisition des moyens matériels et informatiques nécessaires. Enfin il faut noter que ce volet portera également sur l'information et la sensibilisation des acteurs principaux que sont les collectivités territoriales, les services techniques, la société civile, le secteur privé et les PTF.

### **2.2.2 Le renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre du CSI :**

Avant la fin du processus d'élaboration du CSI, un programme de renforcement des capacités sera élaboré et mis en œuvre en faveur de l'équipe technique, de la société civile et des collectivités afin de les préparer pour la mise en œuvre du CSI.

En outre de nombreux autres programmes seront développés au bénéfice des ONG et OSC de même que des échanges d'expériences avec d'autres organisations et pays.

Il est à noter que les activités de renforcement de capacité nécessaires pour la mise en œuvre du portefeuille et d'actions spécifiques doivent être classées dans la catégorie correspondant à l'intervention en cause, et ne être traitées à part.

### 2.3 Réaliser les études complémentaires

Cet objectif comprend deux volets essentiels et complémentaires :

- la réalisation d'études diagnostiques sur les plans, technique, éco systémique, politique et institutionnel permettant d'identifier les principales barrières à l'amplification de la GDT et les interventions qui sont de nature à supprimer ces barrières ;
- la réalisation d'études diverses, notamment, l'étude sahel et les études visant la valorisation des produits des zones arides (gomme arabique, jatropha curas, adansonia digitata, balanites aegyptiaca, ziziphus mauritania, etc...); la revue institutionnelle des dépenses publiques (RDP) liées à la GDT, l'analyse coûts -avantages (ACA) des approches de la GDT et l'évaluation participative du Cadre Institutionnel de la Gestion des Questions Environnementales.

Après l'étude GDT menée en 2006 qui a permis de faire le point sur la question au Mali et l'élaboration des matrices du diagnostic par l'équipe technique, il restait à mener les études complémentaires afin de disposer d'une situation diagnostique complète et précise. Tout ceci devrait permettre une meilleure compréhension de la dégradation des terres et d'éclairer les décisions en aidant à mieux cerner les priorités à travers les questions suivantes:

- Dans quelle mesure doit-on investir dans la GDT ?
- Où doit-on investir ?
- Quelles approches et technologies permettent d'optimiser les investissements et mesures ?

Toutes ces questions doivent trouver leurs réponses dans l'analyse croisée des résultats des différentes études qui doivent en outre, permettre de comprendre l'impact général des interventions précédentes et de tirer les leçons pour le passage à l'échelle GDT.

Ainsi l'examen des institutions se traduira par des recommandations visant à améliorer la coordination et le suivi des investissements et l'étude coût avantage devrait consolider cette analyse en calculant les avantages et les coûts des options de rechange y compris celui de l'inaction.

Ainsi la revue institutionnelle des dépenses publiques doit permettre d'analyser la cohérence et l'adéquation entre les objectifs, les priorités définies et les allocations budgétaires ; d'examiner le processus de prise de décision, les mécanismes de contrôle et les processus de suivi évaluation des dépenses allouées à la GDT. Cela en vue d'identifier des contraintes et de faire des propositions de solution sur les plans institutionnel et budgétaire.

Le diagnostic technique doit aussi viser à identifier l'ensemble des options techniques répondant aux critères de gestion durable des terres en relevant leurs forces et faiblesses, pour leur mise en application dans les différentes situations de dégradation des terres au Mali.

A travers cet objectif, le projet permettra en outre d'analyser les compétences nationales en vue du renforcement des capacités des institutions pour l'exécution d'une étude budgétaire et économique quantitative sur les terres et la gestion des ressources naturelles, et l'application de celle-ci à l'établissement des priorités et au développement des investissements.

Les études prévues seront en grande partie financées par la Banque mondiale dans le cadre de l'appui du FEM au projet d'amélioration de la productivité agricole.

## 2.4 Capitaliser les acquis en matière de GDT

Il est évident qu'en matière de gestion durable des terres, le terrain n'est pas vierge car de nombreux projets et programmes ont mené ou mènent encore des activités de GDT mais sans une bonne coordination. Il est donc important que les acquis de ces projets soient recensés afin d'identifier les facteurs de succès ou d'échec, les meilleures pratiques et les enseignements tirés. Déterminer l'efficacité technique et la rentabilité des diverses interventions dans le but de recenser les 'meilleures pratiques' à développer dans le cadre du CSI. D'autres études sur la rentabilité des interventions ou techniques de GDT devront être menées afin de convaincre les agriculteurs et usagers des terres et les décideurs de leur pertinence et importance. Un préalable à l'expansion de la GDT devrait être un diagnostic de dégradation des terres, par l'interprétation des données de télédétection et des échantillonnages au sol.

La capitalisation des acquis constitue donc une activité très importante dans le processus d'élaboration du cadre stratégique d'investissement.

Cette capitalisation se fera à travers les visites de terrain dans différentes localités du pays, la documentation sur les expériences réussies par les ONG, le secteur public ainsi que les projets et programmes exécutés par l'Etat.

## 2.5 Elaborer un cadre stratégique d'investissement en matière de GDT

Cette étape s'attache en premier lieu à l'état des lieux et au diagnostic permettant de cerner, les principaux goulots d'étranglement et les opportunités à prendre en compte pour l'intégration et la mise à l'échelle de la GDT. Pour ce faire, il est nécessaire de faire des analyses en fonction des perspectives technique, éco systémique, stratégique, institutionnelle et financière. Ces analyses devront être assemblées en une Etude diagnostique couvrant très largement le sujet, et mise en œuvre en consultation avec les parties prenantes concernées. En principe cette démarche conduit l'Equipe nationale à produire une Note stratégique identifiant les principaux axes d'action, puis à formuler le Cadre d'investissement GDT, dont la logique interne aura trouvé son origine dans les réponses apportées par l'équipe aux goulots d'étranglement et opportunités identifiés.

L'analyse croisée des différentes études doit permettre de dégager les priorités nationales en matière de GDT à travers une note de synthèse. Le processus se déroulera suivant les deux étapes suivantes :

### 2.5.1 Identification et établissement des priorités

L'identification et l'établissement des priorités comportera un processus consultatif de sélection des options de changement identifiées et de priorisation selon les critères suivants: (i) techniquement et financièrement viables; (ii) adaptées aux priorités nationales et locales; (iii) soutenues par les services d'appui nécessaires existants (ou pouvant être facilement mis en place); (iv) bénéficiant d'un champion local; (v) synergiques avec d'autres investissements; (vi) constituant de nouveaux créneaux de développement; (vii) offrant des scénarios où tout le monde est gagnant (portant sur des objectifs à la fois de production et de conservation); et (viii) offrant des opportunités d'intégration et d'expansion rapides.



## 2.5.2 Préparation d'une ébauche préliminaire de CSI

L'ébauche de CSI fournissant des détails d'investissements/actions possibles, notamment pour le renforcement des capacités, à insérer dans le CSI intégral. L'ébauche portera sur quatre grands volets: (i) appui aux activités sur le terrain (investissements catalyseurs pour l'expansion des interventions de GDT); (ii) création d'un environnement propice pour l'intégration de la GDT dans les politiques et programmes de développement; (iii) renforcement des services d'appui consultatif du gouvernement et du secteur privé en matière de GDT; et (iv) mise au point de systèmes de suivi et de gestion des connaissances efficaces.

La Note de synthèse, produite par l'Analyse diagnostic, doit avoir identifié des grands axes d'intervention en fonction des besoins ressentis aux niveaux local et national à partir d'une consultation très large parmi l'ensemble des parties prenantes concernées (État, secteur privé, société civile, Collectivités territoriales et partenaires du développement).

Le classement des actions peut résulter d'un processus spécifique de fixation des priorités. La détermination des actions les plus pertinentes et les plus cohérentes se fait par l'application de filtres logiques. Quand le regroupement d'actions présente des opportunités de synergie, cette opportunité doit être exploitée. Les actions prioritaires qui en résulteront constitueront le premier jet du cadre stratégique d'investissement.

Pour être efficace, la Note de synthèse devra identifier les grands axes possibles d'intervention de mise à l'échelle et d'intégration de la gestion durable des terres, articulés autour des éléments suivants:

- Stratégie relative à la technologie: apports technologiques GDT appropriés pour les principaux systèmes de production agricoles, avec les critères de leur adoption (niveau de rentabilité financière et de rentabilité interne, utilisation accrue de biens et services, risques, impact environnemental, etc.)
- Stratégie de mise à l'échelle: mécanismes permettant une adoption et une réplification rapides des activités.
- Stratégie de financement et de mise en œuvre: recommandations portant sur le niveau de soutien financier, les mécanismes de financement et de mise en œuvre, le niveau d'accès par les parties prenantes et divers groupes (national, décentralisé, local), et la direction du programme.
- Stratégie relative aux politiques: réformes prioritaires à promouvoir et recommandations sur leur mode de mise en œuvre dans la pratique.
- Stratégie institutionnelle: comprenant les actions de renforcement des capacités et de promotion d'une participation réelle des parties prenantes au processus de prise de décision aux différents niveaux.

Pour garantir l'intégration maximale et la gestion opérationnelle des terres, le CSI doit pleinement tenir compte des processus programmatiques nationaux (CSCR, Loi d'orientation Agricole, Plateforme GDT, plans d'action nationaux (PAN) et Programmes sectoriels d'agriculture et d'environnement).

## 2.6 Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication

Un processus de l'envergure et de l'ambition du CSI/GDT ne peut être conduit efficacement sans une bonne stratégie de communication permettant de maintenir les acteurs de la coalition au même niveau d'information de façon régulière. Il en va de même pour les partenaires essentiels que sont la société civile, le secteur privé, les collectivités territoriales et les PTF.

Ainsi, la stratégie et le plan de communication doivent prendre en compte les préoccupations suivantes :

### 2.6.1 Ateliers de consultation

Dans le cadre de ses activités de plaidoyer pour une vision commune et une approche programmatique de la GDT, l'Equipe Technique devra organiser des ateliers de consultation et de validation contribuant au processus de préparation du Cadre stratégique d'investissement.

### 2.6.2 Ateliers d'information et de partage

Dans ses contacts avec les plus hauts échelons de l'Etat, en vue d'obtenir un engagement politique concernant la dégradation des terres et la GDT, l'ET devra veiller à couvrir des questions telles que la mention explicite de la GDT comme prioritaire dans les documents de politique générale et de stratégie, et la traduction de ces options par un accroissement du financement public qui lui est dédié (tant en ressources internes qu'en ressources externes).

## 2.7 Elaborer et valider un système de suivi évaluation et une base de données

Le **suivi** consiste à évaluer la performance de projets, programmes et activités au niveau des entrées et sorties. Il doit se baser sur les données fournies par les systèmes de compte-rendu des projets, des districts et des départements ministériels.

L'**évaluation** requiert l'organisation d'une enquête formalisée ou non (basée sur questionnaire ou entretiens) pour déterminer si les bénéficiaires d'une intervention ont adopté une pratique donnée, ou si leur accès à un service donné s'est amélioré. L'évaluation fournit également d'importantes informations en retour permettant de chiffrer la réduction de la dégradation des terres.

Un cadre de Suivi-Evaluation (S&E) devra être formulé au niveau national pour être appliqué à l'ensemble des interventions concernant la GDT, en fonction de leur cadre logique et de leurs obligations relatives aux rapports à fournir.

Un premier volet prévoit la formulation d'un système de suivi et d'évaluation destiné à évaluer les résultats des interventions de gestion durable des terres au niveau national et local mises en œuvre dans le cadre du CSI. Cela inclut l'identification d'indicateurs pouvant servir à évaluer le résultat et l'impact d'interventions spécifiques de GDT au niveau des projets et des programmes, en collaboration avec les équipes de terrain.

Le deuxième volet comportera un examen des séries de données de base existantes et des systèmes d'information institutionnels dans le but d'identifier les principales lacunes, et d'améliorer le partage et la diffusion de l'information sur la gestion durable des terres. Un troisième volet sera consacré à la documentation et la diffusion des expériences locales de technologies et approches réussies de gestion durable des terres dans le cadre d'une stratégie d'expansion de l'impact géographique des succès de GDT sur les problèmes de dégradation des terres, de baisse de la productivité agricole et de pauvreté rurale.

**Partie III. CADRE LOGIQUE**

OBJECTIFS/RÉSULTATS	ACTIVITÉS/ SOUS-ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CHRONOGRAMME						INDICATEURS	CONDITIONS DE RÉUSSITE
		2008		2009		2010			
		S1	S2	S1	S2	S1	S2		
<p><b>OBJECTIF GLOBAL :</b>  <i>Améliorer la gestion durable des terres au Mali</i></p> <p><b>Objectif spécifique 1</b>  <i>Constituer une coalition nationale autour de la GDT</i></p> <p><b>Résultat attendu :</b>  <i>Une coalition nationale est constituée autour de la GDT</i></p>	<p>Mise en place du cadre de mise en œuvre de la GDT            Elargissement du comité consultatif à 40 membres ;            Mise en place d'une équipe technique issue du CC            Désignation des points focaux et de leurs suppléants dans les structures membres du CC            Implication des structures nationales concernées et des PTF</p> <p>Mise en place de la coordination            Recrutement du coordinateur            Fonctionnement de la coordination            Elaboration d'un code de conduite            Tenue de réunions périodiques de travail, d'information et de concertation            Réunions ordinaires et extraordinaires de l'ET            Réunions de validation du comité consultatif            Réunions d'orientation du comité interministériel            Réunions d'information et de concertation des PTF</p> <p>Lancement officiel du processus GDT à travers une réunion du comité Interministériel</p>							<p><i>Les cadres de concertation et de coordination pour la GDT sont fonctionnels</i>  <i>Nombre de réunions ordinaires et extraordinaires de l'ET et du CC tenues</i></p> <p>Existence du CI/GOE            Mobilisation des fonds</p>	
		X	X		X		X	Q4	

<p><b>Objectif spécifique 2 :</b>  <b>Renforcer les capacités des acteurs de la GDT</b></p> <p><b>Résultat attendu 1</b>  <i>Les capacités des acteurs sont renforcées en vue de l'élaboration du CSI.</i></p>	<p>Renforcement des capacités de l'équipe technique.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des membres de l'équipe technique</li> <li>- Equipement de la coordination</li> <li>- Elaboration et mise en œuvre d'une feuille de route</li> </ul> <p>Renforcement du Partenariat par l'Information et la sensibilisation:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des collectivités territoriales</li> <li>- Des Décideurs</li> <li>- De la société civile</li> <li>- Du secteur privé</li> <li>- Des PTF</li> </ul> <p>Réalisation d'une étude d'approfondissement sur la GDT au Mali</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration des FDR,</li> <li>- Recrutement de consultants nationaux et internationaux ;</li> <li>- Réalisation de l'étude GDT</li> <li>- Atelier technique de validation</li> <li>- Diffusion de l'étude GDT.</li> </ul>	<p>X</p>	<p>X</p>		<p><i>L'équipe technique et les autres acteurs disposent des moyens nécessaires pour élaborer le CSI.</i></p>	<p>Disponibilité des formateurs</p> <p>Mobilisation des fonds</p>
--	---	----------	----------	--	---	---

<p><b>Résultat attendu 2</b>  <i>Les capacités des acteurs sont renforcées en vue de la mise en œuvre du CSI</i></p>	<p>Elaboration d'un programme de renforcement des capacités</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration TDP</li> <li>- Recrutement de consultant</li> <li>- Elaboration du programme</li> <li>- Validation du programme de renforcement des capacités</li> </ul> <p>Mise en œuvre du programme de renforcement des capacités</p> <p>Formation de la société civile</p> <p>Formation de l'équipe technique</p> <p>Formation des collectivités territoriales</p> <p>Appui à la société civile: Mapping des ONG maliennes intervenant dans la GDT, réaliser un inventaire des OSC et élaborer un programme de renforcement de capacités.</p> <p>Mise en œuvre de projets SLM de petite taille initiés par les ONG (SGP)</p> <p>Mise en œuvre du partenariat MIM/Small Grant Program du FEM</p> <p>Identification des portes d'entrée pour la création d'un cadre réglementaire et institutionnel national et sous régional, favorable pour la valorisation durable des produits naturels</p> <p>Echanges d'expériences</p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>		<p><i>Programme de renforcement des capacités disponible et mis en œuvre</i></p> <p><i>Nombre de sessions de formation données au bénéfice des acteurs essentiels</i></p>	<p>Mobilisation des fonds</p>
--	--	-------------------------------------	--	---	-------------------------------

<p><b>Objectif spécifique 3</b>  <i>Réaliser les études complémentaires</i></p> <p><b>Résultat attendu :</b>  <i>Les études complémentaires sont réalisées</i></p>	<p>Elaboration de TDR, Recrutement consultants nationaux et internationaux pour les études complémentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'étude Sahel</li> <li>- les politiques et institutions en matière de GDT</li> <li>- les techniques et écosystèmes en matière de GDT</li> <li>- la revue des dépenses publiques et analyse coût-avantage</li> <li>- la vulnérabilité aux changements climatiques</li> <li>- le système d'information</li> <li>- les aspects fonciers</li> <li>- la stratégie de communication</li> <li>- le système de suivi évaluation</li> <li>- Relecture du PNAE</li> <li>- Développement d'un programme sur les produits des zones arides du Mali, notamment la gomme arabique</li> </ul>	<p>X</p> <p>X</p>	<p>X X X X X</p>				<p><i>Les documents de 90% des études prévues sont disponibles pour servir de base à l'élaboration du CSI</i></p>	<p>Mobilisation des fonds FEM</p> <p>Elaboration des TDR avant fin Décembre</p>
<p><b>Objectif spécifique 4</b>  <i>Capitaliser les acquis en matière de GDT</i></p> <p><b>Résultat attendu :</b>  <i>Les acquis en matière de GDT sont capitalisés</i></p>	<p>Capitalisation des acquis en matière de GDT des projets et programmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Initiative pauvreté environnement</li> <li>- Système d'information sur l'environnement</li> <li>- SIFOR</li> <li>- Projet de lutte contre l'ensablement</li> <li>- PRECAGED</li> <li>- Programme de renforcement des capacités</li> <li>- Projet d'appui à la politique environnementale</li> </ul> <p>Capitaliser les études sur les produits des zones arides</p>			<p>X X X X</p>			<p><i>Les principaux acquis des projets programmes et activités en matière de GDT sont capitalisés et disponibles en vue d'appuyer l'élaboration du CSI</i></p>	<p>Disponibilité des dits projets et programmes</p>

<p><b>Objectif spécifique 5</b>  <i>Elaborer un cadre stratégique d'investissement en matière de GDT.</i></p> <p><b>Résultat attendu :</b>  <i>Le cadre stratégique d'investissement est élaboré</i></p>	<p>Concertations entre l'équipe technique et les acteurs nationaux en vue d'élaborer les matrices du diagnostic national sur : les politiques et institutions, les techniques et écosystèmes en matière de GDT.</p> <p>Elaboration d'une vision nationale en matière de GDT et d'un cadre stratégique d'investissement préliminaire</p> <p>Diffusion de la vision nationale GDT et des matrices</p> <p>Analyse croisée des études réalisées en vue de dégager les priorités pour l'élaboration du CSI en matière de GDT</p> <p>Finalisation du CSI</p> <p>Diffusion du CSI à travers:          Des ateliers régionaux          Un atelier national de validation (incluant la société civile et le secteur privé)</p>	<p>X</p>	<p>X</p>	<p>X</p>	<p>X</p>	<p><i>Existence d'un cadre stratégique d'investissement et d'une vision en matière de GDT, connus de tous les acteurs</i></p>	<p>Mobilisation des fonds de la BM</p> <p>Disponibilité des études prévues</p>
--	---	----------	----------	----------	----------	---	--

<p><b>Objectif spécifique 6</b>  <i>Elaborer et mettre en place une stratégie et un plan de communication sur la GDT</i></p> <p><b>Résultat attendu :</b>  <i>Une stratégie et un plan de communication en matière de GDT sont élaborés et mis en œuvre</i></p>	<p>Elaboration d'une stratégie et d'un plan de communication adaptés à la GDT</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration des TDR,</li> <li>- Recrutement de consultants nationaux ;</li> <li>- Elaboration de la stratégie et du plan d'action</li> </ul> <p>Mise en œuvre de la stratégie et du plan de communication de la GDT</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Opérationnalisation du plan de communication à travers la mise en œuvre de la stratégie de chaque programme</li> <li>- Diffusion/dissémination du CSI au niveau de toutes les parties prenantes.</li> </ul> <p>Suivi évaluation de la mise en œuvre du plan de communication</p>	<p>X</p>	<p>X</p>	<p>X</p>	<p>X</p>	<p><i>Existence d'une stratégie et d'un plan de communication en matière de GDT mis en œuvre.</i></p>	<p><b>Mobilisation des fonds de la BM</b></p>
---	--	----------	----------	----------	----------	---	---

Ministère de l'Énergie et des Ressources  
 Direction générale des Énergies renouvelables  
 100, rue de la Montée, 100  
 Québec, Québec G1R 5K6  
 Téléphone : 514 953-7000  
 Télécopieur : 514 953-7001  
 Courriel : energie@mrn.gouv.qc.ca



**Objectif spécifique7**

*Elaborer et valider un système de suivi évaluation et une base de données*

**Résultat attendu :**

*Le système de suivi évaluation du Cadre stratégique d'investissement dans la GDT (CSI GDT) et la base de données sont élaborés, validés et diffusés*

Elaboration et validation d'un système de suivi évaluation et d'une base de données

- Elaboration des TDR,
- Recrutement de consultants nationaux ;
- Elaboration du système et de la base de données

Finalisation et approbation du PIF du projet SIP Banque mondiale et PNUD

Mise en place d'un cadre partenarial dynamique pour le financement de la mise en œuvre du CSI-GDT

Signature de protocoles d'accords avec les parties prenantes pour la mobilisation des ressources

Mobilisation de la contribution de la partie malienne

X

X

*Existence d'un système de suivi évaluation et mise en place d'une base de données*

Disponibilité du CSI

## Partie IV. MODALITES DE GESTION

### 4.1 Le Cadre Institutionnel de gestion du projet

Cadre institutionnel de la gestion des questions environnementales (CIGQE) créé par le décret N°98-415/PM-RM du 24 septembre 1998 pour assurer la coordination de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement (PNPE) a été retenu comme cadre institutionnel de la gestion du projet.

Le cadre institutionnel comporte trois (3) niveaux qui auront les rôles suivants dans la GDT:

- Le comité interministériel est chargé d'orienter les actions des structures sectorielles impliquées dans la GDT et veiller à sa prise en compte dans la conception des projets de développement.
- Le comité consultatif est chargé de favoriser la participation des acteurs nationaux notamment la société civile dans la GDT et valider tous les documents stratégiques élaborés dans le cadre de la GDT.
- Secrétariat Technique Permanent est chargé d'assurer la Direction du projet.

L'Equipe technique mise en place par le comité consultatif est le responsable de l'exécution des activités du projet qui seront mises en œuvre sur la base d'un programme de travail préalablement approuvé par tous les partenaires. Le Secrétaire Technique Permanent est le directeur du projet. Il sera secondé dans ses tâches par un coordinateur recruté par le PNUD et travaillera à plein temps sur le projet.

La redynamisation et l'adaptation du CIGQE aux exigences du moment constituent des conditions nécessaires à la bonne exécution du projet. Le MEA associera au besoin d'autres structures de l'Etat pouvant justifier de compétences et capacités nécessaires.

### 4.2 L'Equipe Technique GDT

Composée des représentants de 9 (neuf) structures issues du Comité Consultatif du Cadre Institutionnel de Gestion des Questions Environnementales de la GDT sous l'égide duquel elle est chargée de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la feuille de route des activités à mener dans le cadre de la GDT.

En outre, elle (Equipe Technique) est en particulier chargée de :

- Définir et planifier l'approche programmatique du processus de la GDT ;
- Elaborer une note technique sur la vision du Mali en matière de GDT ;
- Elaborer ou analyser les TDR des études et revues appropriées ;
- Analyser les résultats intermédiaires des études et revues ;
- Collecter les données sur les interventions en GDT en vue d'alimenter la base de données nationales sur les interventions en GDT ;
- Identifier les défenseurs « champions » les plus actifs en GDT (parmi les institutions, les partenaires de développement, la société civile, les organisations etc...);
- Elaborer le Cadre Stratégique d'Investissement de la GDT.

### 4.3 Le coordinateur de la GDT

Le coordinateur du projet, désigné par le Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement, sera mis en position de détachement pour un an avec le mandat ci-après :

Sous l'autorité du Secrétaire Technique Permanent, le coordinateur est chargé de la coordination de la planification et du suivi de la mise en œuvre du processus GDT.

A ce titre, il est en particulier chargé de :

- Convoquer et présider les réunions de l'Equipe Technique de la GDT ;
- Elaborer et exécuter le plan de travail et le budget de la coordination ;
- Elaborer les rapports périodiques faisant le point de la mise en œuvre des activités du plan de travail et du budget ;
- Organiser les réunions du Comité Consultatif du CIGQE de la GDT ;
- Assurer le secrétariat des réunions du Comité Consultatif du CIGQE de la GDT ;
- Assurer le suivi de la mise en œuvre des décisions issues des réunions du Comité Consultatif du CIGQE de la GDT ;
- Elaborer les TDR pour le recrutement des consultants en vue de la réalisation des études et revues ;
- Faciliter la liaison entre le Comité Consultatif du CIGQE de la GDT et les Partenaires Techniques et Financiers ;
- Organiser les ateliers de validation des résultats des études et des revues ;
- Organiser des sessions de formation à l'intention des membres du Comité Consultatif du CIGQE de la GDT ;
- Organiser des voyages d'échanges d'expériences à l'intention des membres du Comité Consultatif de la GDT et de l'Equipe Technique de la GDT ;
- Inciter d'autres Partenaires techniques et Financiers à participer à la plateforme TerrAfrica ;
- Assurer la gestion des moyens matériels et logistique du programme de la GDT

### 4.4 Les Partenaires

Les partenaires techniques et financiers appuient le gouvernement dans sa volonté d'amélioration de la gestion des questions environnementales. C'est ainsi que le PNUD, la Banque mondiale, la GTZ et le Mécanisme mondial (MM), en tant que principaux partenaires techniques et financiers actifs du domaine de la GDT, apporteront dans leurs domaines respectifs de compétence un appui dans le cadre du suivi du projet. Le présent projet ouvert à tous les autres PTF souhaitant intervenir dans le domaine de la GDT, vise à catalyser tous les apports potentiels dans le cadre d'une approche programmatique entre plusieurs PTF, en appui à la mise en œuvre des politiques et stratégies du gouvernement du Mali. Il devra favoriser la concertation entre les membres du groupe des PTF de l'environnement sur la base d'un véritable échange et d'un partage des informations à travers les différents documents et rapports substantifs qui seront produits au cours du processus de mise en œuvre des activités du projet.

Un mécanisme d'échange et de partage d'information sera développé également avec le comité consultatif et l'Equipe technique.

Un accord conjoint ou « code de conduite » sera élaboré entre les partenaires pour assurer une réalisation optimale et efficiente des activités programmées.

#### 4.5 Les Outils de gestion du projet

Le projet sera exécuté conformément aux règles et procédures d'Exécution nationale (NEX) par le Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement (MEA) à travers le STP/CIGQE.

Un compte bancaire sera ouvert au nom du projet pour recevoir les fonds permettant la mise en œuvre des activités identifiées et retenues par les différents acteurs.

## Partie V. CADRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Conformément à la programmation des politiques et des procédures décrites dans le Guide de l'utilisateur du PNUD, le projet sera évalué de la manière suivante :

### 5.1 Dans le Cycle annuel

- Sur une base trimestrielle, une évaluation de la qualité doit enregistrer les progrès vers la réalisation de résultats clés, reposant sur des critères de qualité et méthodes de capture de gestion de la qualité dans le tableau ci-dessous ;
- Un numéro doit être activé dans Atlas et mis à jour par le gestionnaire du projet afin de faciliter le suivi et la résolution des éventuels problèmes ou des demandes de changement ;
- Sur la base de l'analyse initiale des risques présentés, un risque bord doit être activé dans Atlas et régulièrement mis à jour par l'examen de l'environnement externe qui pourrait affecter la réalisation du projet ;
- Sur la base des informations enregistrées dans Atlas, un rapport sur l'état d'avancement trimestriel du projet doit être élaboré en utilisant le format standard de rapport.
- Un cadre de leçons apprises doit être activé et mis à jour régulièrement pour assurer la formation continue et l'adaptation au sein de l'organisation et aussi pour faciliter la rédaction du rapport sur les leçons apprises en fin de projet.
- Un plan de suivi sera activé et mis à jour dans ATLAS pour suivre les principales actions.

### 5.2 Sur une base annuelle

- **Rapport de la revue annuelle.** Un rapport de revue annuelle sera préparé par le Directeur du projet. Ce rapport sera conforme aux normes établies dans ATLAS. Il couvrira les activités annuelles avec des informations mises à jour ainsi qu'un résumé des résultats atteints par rapport aux cibles préalablement définis.
- **Une revue annuelle de projet.** Basée sur le rapport ci-dessus, la revue annuelle de projet sera conduite à peu près pendant le quatrième trimestre pour évaluer l'état de mise en œuvre du projet et pour élaborer le plan de travail pour l'année suivante. Lors de la dernière année, cette revue servira d'évaluation finale. La revue examinera dans quelle mesure des progrès ont été réalisés dans l'atteinte des résultats et dans quelle mesure ces progrès sont cohérents par rapport aux objectifs spécifiques.

## Gestion de la qualité des résultats relatifs aux activités du projet

OBJECTIF 1 : Constituer un coalition nationale autour de la GDT au Mali	
Activité Résultat	Coalition nationale autour de la GDT constituée Mise en place du cadre de mise en œuvre de la GDT. Mise en place de la coordination.
Description	Elargissement du comité consultatif à 40 membres, désignation des membres de l'équipe technique et désignation des points focaux. Tenue régulière des réunions de l'ET et du CC.
Indicateurs de réalisation	Méthode de collecte Source de vérification
Existence d'un comité consultatif et d'une équipe technique opérationnelle	Equipement disponible Arrêtés et Instructions du Ministre en charge de l'environnement et arrêtés conjoints
Recrutement du coordinateur	Contrat de travail
Elaboration et adoption d'un code de conduite	Document de code de conduite
Tenue des réunions périodiques.	Rapports et compte rendus
Opérationnalisation de l'ET-GDT	Textes créant l'ET GDT
Date de début: 2008	Date de fin: 2010
Date de vérification	
Septembre - Décembre 2008	
OBJECTIF 2 : Renforcer les capacités des acteurs de la GDT	
Activité Résultat	Renforcement des capacités du STP-CIGOE en vue d'élaborer le Cadre stratégique d'investissement en GDT (CSI-GDT) Renforcement des capacités de l'équipe technique GDT, de la société civile, du secteur privé, des collectivités territoriales Equipement de la coordination
Description	Fournir un appui technique à la mise en œuvre du Cadre stratégique d'investissement en GDT Elaboration et mise en œuvre d'un programme de renforcement de capacités. Appui à la société civile. Mapping des ONG maliennes intervenant dans la GDT, identification de celles pouvant appuyer les collectivités locales et détermination des capacités nécessaires à cet effet. Développer un programme spécifique sur la commercialisation et l'accès au marché international des produits des zones arides du Mali. Ce programme en 2008 se focalisera sur la gomme arabique, les opportunités et le potentiel qu'il offre pour la lutte contre la pauvreté dans les zones arides et le financement de la GDT. Mise en œuvre de projets SLM de petite taille initiés par les ONG (SGP).
Indicateurs de réalisation	Méthode de collecte Source de vérification
Elaboration et mise en œuvre d'un programme de renforcement de capacités	Document de programme
Nombre des ONG maliennes intervenant dans la GDT	Rapport d'étude/enquête
Disponibilité d'un programme spécifique sur la commercialisation et l'accès au marché international des produits des zones arides du Mali. (programme gomme arabique)	Document du programme
Nombre de projets SLM de petite taille initiés par les ONG (SGP) et mis en œuvre	Rapports d'activités des ONG
Nombre de sessions de formation dispensées	Rapports de formation
Date de début: 2008	Date de fin: 2010
Date de vérification	
2008-2010	
2008-2010	
2008-2010	

<b>OBJECTIF 3 : Réaliser les études complémentaires</b>	
<b>Activité Résultat</b>	Elaboration de TDR, Recrutement consultants nationaux et expert internationaux, réalisation des études sur la revue institutionnelle de la GDT au Mali, les techniques et écosystèmes, les politiques et institutions, les changements climatiques et les aspects fonciers.
<b>Description</b>	Date de début: 2008 Date de fin: 2009
<b>L'étude GDT finalisée et prenant en compte les contributions des différentes parties prenantes</b>	<b>Méthode de collecte Sources de vérification</b>
<b>Réalisation d'une dizaine d'études dont :</b>	Documents d'études
<b>La revue institutionnelle des dépenses de la GDT au Mali,</b>	Documents d'études
<b>Les techniques et écosystèmes, les politiques et institutions</b>	Documents d'études
<b>Les changements climatiques, les aspects fonciers et autres</b>	Documents d'études
<b>2008-2009</b>	<b>Date de vérification</b>
<b>2008-2009</b>	2008-2009
<b>2008-2009</b>	2008-2009
<b>2008-2009</b>	2008-2009
<b>OBJECTIF 4 : Capitaliser les acquis en matière de GDT</b>	
<b>Activité Résultat</b>	Capitaliser les acquis en matière de GDT des projets et programmes
<b>Description</b>	Documentation sur les dits projets et programmes ; Visites de terrain
<b>Indicateurs de réalisation</b>	<b>Méthode de collecte Sources de vérification</b>
<b>Projet de lutte contre l'ensablement</b>	Document de projet
<b>Initiative pauvreté environnement</b>	Document de projet
<b>SIFOR,</b>	Documents
<b>PAPE et autres</b>	Rapports de mission et documents
<b>2008-2010</b>	<b>Date de vérification</b>
<b>2008-2010</b>	2008-2010
<b>2008-2010</b>	2008-2010
<b>2008-2010</b>	2008-2010
<b>OBJECTIF 5: Elaborer, valider et diffuser le Cadre stratégique d'investissement en GDT (CSI-GDT)</b>	
<b>Activité Résultat</b>	Elaborer la vision et le cadre stratégique d'investissement préliminaire de GDT
<b>Description</b>	Elaborer et diffuser le Cadre stratégique d'investissement en GDT (CSI-GDT) Elaboration de TDR, Recrutement consultants nationaux et internationaux, réalisation d'une étude sur le Cadre stratégique d'investissement en GDT (CSI-GDT, élaboration du CSI-GDT final, Atelier national GDT, diffusion du Cadre stratégique d'investissement en GDT (CSI-GDT) à toutes les parties prenantes)
<b>Indicateurs de réalisation</b>	<b>Méthode de collecte Source de vérification</b>
<b>Disponibilité de la vision et du cadre stratégique d'investissement de GDT</b>	Document de vision
<b>Disponibilité du Cadre stratégique d'investissement en GDT (CSI-GDT) préliminaire</b>	Document du Cadre stratégique d'investissement en GDT (CSI-GDT)
<b>Analyse croisée des résultats des études puis finalisation du CSI</b>	Rapports d'analyse des études
<b>Atelier national GDT tenu</b>	TDR, Rapport de l'atelier
<b>Cadre stratégique diffusé/disséminé à toutes les parties prenantes</b>	Rapports de diffusion/dissémination
<b>2009</b>	<b>Date de vérification</b>
<b>2009</b>	2009
<b>2009</b>	2009
<b>2009</b>	2009
<b>Date de début: Juin 2008</b>	<b>Date de début: 2008</b>
<b>Date de fin: Décembre 2009</b>	<b>Date de fin: Décembre 2009</b>

<b>OBJECTIF 6 : Elaborer et mettre en oeuvre une stratégie et un plan de communication du CSI GDT au Mali</b>	
<b>Activité Résultat</b>	Elaborer la stratégie et le plan de communication en matière de GDT Date de début: 2008 Date de fin: 2010
<b>Description</b>	Mise en oeuvre de la stratégie et du plan de communication Elaboration d'une stratégie et d'un plan de communication institutionnel pour promouvoir la vision et le cadre stratégique de GDT, opérationnalisation de la stratégie avec plan de mise en oeuvre de chaque composante. Diffusion et dissémination de la vision et du CSI
<b>Indicateurs de réalisation</b>	<b>Méthode de collecte</b> Sources de vérification
Elaboration de la stratégie de communication	Document de stratégie 2008-2010
Elaboration du plan de communication	Document de plan de communication 2008-2010
Mise en oeuvre du plan de communication	Divers rapports de communication 2008-2010
<b>OBJECTIF 7 : Elaborer et valider un système de suivi-évaluation du CSI GDT au Mali</b>	
<b>Activité Résultat</b>	Elaboration et validation d'un système de suivi évaluation Mise en place d'une base de données Date de début: 2008 Date de fin: 2010
<b>Description</b>	Assurer la mobilisation de la contribution de la partie malienne dans la mise en oeuvre et le suivi-évaluation du CSI GDT Finalisation et approbation du PIF du projet SIP PNUD, conclusion protocoles d'accords avec les parties prenantes pour la mobilisation des ressources, mobilisation de la contribution de la partie malienne, mécanismes et activités de suivi du CSI-GDT
<b>Indicateurs de réalisation</b>	<b>Méthode de collecte</b> Sources de vérification
Elaboration et validation d'un système de suivi évaluation	Document de système de suivi évaluation 2008-2010
Mise en place d'une base de données	Document de projet 2008-2010
PIF du projet SIP PNUD et Banque mondiale	Documents d'accords et protocoles 2008-2010
Protocoles d'accords avec les parties prenantes pour la mobilisation des ressources,	Rapports et documents financiers et budgétaires 2008-2010
Montant/taux de mobilisation de la contribution de la partie malienne	



## Partie VI. CADRE LEGAL

Le présent document ainsi que le plan d'actions du cadre de coopération (CPAP) signé par le Gouvernement et le PNUD, qui est inclus pour référence, constitue un Document de Projet au sens défini par l'accord de base et toutes les dispositions du CPAP sont applicables à ce document.

Conformément à l'article III de l'Accord de Base, la responsabilité de la sûreté et de la sécurité de l'agence d'exécution, de son personnel, de ses biens et des propriétés du PNUD incombe à l'agent d'exécution.

L'agent d'exécution doit :

- a) mettre en place et maintenir un plan de sécurité approprié compte tenu de la situation sécuritaire dans le pays ;
- b) assumer tous les risques et responsabilités liés à la sécurité des agents de mise en œuvre du projet ainsi que la mise en œuvre intégrale du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan a été mis en place et de proposer des modifications si nécessaires. Le défaut d'établissement et de mise en œuvre d'un plan de sécurité approprié tel que requis ci-dessus sera considéré comme une violation du présent accord.

L'agence d'exécution s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables pour veiller à ce qu'aucun des fonds du PNUD, reçu en vertu du présent document, ne soit utilisé pour fournir un appui à des individus ou entités associés au terrorisme, et que les destinataires des sommes éventuellement fournies par le PNUD n'apparaissent pas sur la liste établie par le Conseil de Sécurité sur la base de la Résolution 1267 (1999). Cette liste peut être consultée sur le site suivant :  
<http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>

Cette disposition doit être introduite dans tous les contrats de sous-traitance ou de d'accords conclus dans le cadre de ce document de projet.

---

## Partie VII. ANNEXES

1. Décret N°98/415 du 24 Décembre 1998 fixant cadre institutionnel de la gestion des questions environnementales
2. Protocole d'accord Gouvernement du Mali / PNUD
3. Plan de travail/feuille de route

### 3. PLAN DE TRAVAIL ANNUEL

Année: 2008

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANNIFIÉES	CHRONOGRAMME				PARTIES RESPONSABLES	Source de financement	BUDGET PREVU		
		Q1	Q2	Q3	Q4			Description du budget	Montant en dollars \$	
<p><b>Résultat 1</b></p> <p><i>Situation de départ: Faible concertation entre les structures exécutant des actions de GDT</i></p> <p><b>Indicateurs:</b></p> <p><i>Création d'une coalition nationale autour de la GDT</i></p> <p><b>Cible: Mettre en place des cadres de concertation et de coordination pour la GDT au Mali</b></p>	<p>1. Résultat attendu: Une coalition est mise en place à travers le CIGQE pour l'élaboration d'une vision et d'un cadre stratégique d'investissement en matière de GDT</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le comité consultatif a été élargi à 40 membres ;</li> <li>- Une équipe technique issue du CC a été mise en place</li> <li>- Désignation des points focaux et de leurs suppléants dans les structures membres du CC</li> </ul> <p>2. Résultat attendu : les structures nationales concernées et les PTF sont associés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Des réunions périodiques d'information et de concertation sont organisées.</li> </ul> <p>3. Résultat attendu: L'équipe technique est fonctionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) désignation coordinateur</li> <li>b) fonctionnement coordination</li> <li>- Des réunions périodiques d'information et de concertation sont organisées par l'ET</li> </ul> <p>4. Résultats attendus : Information du comité consultatif et du comité interministériel.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Organisation des réunions du comité consultatif</li> <li>-Organisation des réunions du comité interministériel</li> </ul>			X	X	MEA/PTF/ET GDT/STP- CIGQE  STP				
				X	X	MEA/ STP/ET/GDT- PTF/				
				X	X	MEA/ STP/			Fonctionnement CC et ET-GDT	25 000 PM
				X	X	MEA/GTN STP CIGQE			Consultant/Moderateur Coûts atelier	30 000

Année 2008

<p><b>Résultat 2</b>  <i>Situation de départ: Faible capacité de l'équipe technique mise en place.</i>  <b>Indicateurs:</b> L'équipe technique dispose des moyens nécessaires pour exercer son mandat  <b>Cible:</b> Former, équiper et doter l'équipe technique d'une feuille de route et des documents nécessaires pour travailler</p>	<p>1. Résultat attendu: Renforcement des capacités de l'équipe technique.          - Formation des membres de l'équipe technique          - Equipement de la coordination          - Elaboration et mise en œuvre d'une feuille de route</p> <p>2. Résultat attendu Renforcement du Partenariat Informer et sensibiliser:          - Les collectivités territoriales          - Les Directeurs          - La société civile          - Le secteur privé</p> <p>3. Résultat attendu : Réalisation d'une étude d'approfondissement sur la GDT au Mali          - Elaboration des TDR,          - Recrutement de consultants nationaux et internationaux ;          - Approfondir et finaliser l'étude GDT          - Atelier technique de validation          Diffusion de l'étude GDT.</p>	<p>X</p>	<p>MEA/GTN/STP</p>	<p>PNUD</p>	<p>Honoraires Consultants Coût études</p>	<p>35 000</p>
<p><b>Résultat 3</b>  <i>Situation de départ: Faible capacité des structures pour l'élaboration du CSI-GDT dans les délais</i>  <b>Indicateur :</b> Elaborer, valider et diffuser la vision, les matrices et le CSI préliminaire :          Fournir un appui technique à l'élaboration de la vision et du Cadre stratégique          d'investissement préliminaire en GDT (CSI-GDT)</p>	<p>1. Résultat attendu : Concertations entre les acteurs nationaux en vue d'élaborer les matrices du diagnostic national sur : les politiques et institutions, les techniques et écosystèmes en matière de GDT à travers:          - l'organisation de réunions extraordinaires de l'ET          - l'organisation de réunions de validation du comité consultatif.</p>	<p>X</p>	<p>MM</p>	<p>MM</p>	<p>Honoraires Consultants Coût études</p>	<p>PM</p>

	<p><b>2. Résultat attendu :</b> élaboration d'une vision nationale en matière de GDT et d'un cadre stratégique d'investissement préliminaire</p> <p>Diffusion de la vision nationale G D T et des matrices</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui à la société civile : Mapping des ONG maliennes intervenant dans la GDT,</li> </ul>		X	X	MEA/GTN/STP	MM	
	<p><b>3. Résultat attendu :</b> Réalisation d'études complémentaires</p> <p>Elaboration de TDR, Recrutement consultants nationaux et internationaux pour les études complémentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les politiques et institutions en matière de GDT</li> <li>-les techniques et écosystèmes en matière de GDT</li> </ul>					GdM	



Année: 2009

RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	CHRONOGRAMME				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PREVU				
		Q1	Q2	Q3	Q4		Source de financement	Description du budget	Montants		
<b>Résultat 1</b> <i>Situation de départ: Faible mobilisation des acteurs pour l'élaboration d'un cadre stratégique d'investissement en matière de GDT</i> <i>Indicateurs : nombre de rencontres tenues dans le cadre de la mobilisation des acteurs pour l'élaboration du CSI- GDT</i> <i>Cible : former, sensibiliser pour l'élaboration du CSI à travers des réunions et des concertations.</i>	<b>1. Résultat attendu:</b> les capacités du MEA/ GDT/STP- CIGQE sont renforcées pour l'élaboration d'un cadre stratégique d'investissement national. GDT -Equipe GDT fonctionnelle: a) appui à la coordination b) fonctionnement coordination c) élaboration d'un code de conduite - Elaboration des TDR. - Recrutement de consultants nationaux; - Atelier technique de validation			X	X	MEA/PTF/GTN GDT/STP- CIGQE	PNUD/ GdM  GdM	Fonctionnement CC et ET-GDT  Consultant/Moderateur Coûts atelier	38 000 23.500  3 000		
				X	X	MEA/ STP/GTNGDT- PTF/Agence de Communication	/GdM		5 000		
		<b>2. Résultat attendu :</b> Lancement officiel du programme <i>Organisation d'une réunion du comité interministériel</i>									
			<b>3. Résultat attendu:</b> les structures chargées de la GDT sont opérationnelles - Organisation de réunions périodiques de l'équipe technique ET-GDT - Organisation de réunions périodiques du comité consultatif			X	X	MEA/ STP/GTNGDT- PTF	/GdM	Fonctionnement CP et GTN-GDT	10 000  10 500
<b>4. Résultats attendus:</b> les PTF et les structures nationales concernées sont associées - Organisation de réunions périodiques d'information et de concertation				X	X	MEA/GTN STP CIGQE					





Année 2009

<p><b>Résultat 3</b>  <i>Situation de départ: Faible connaissance du Cadre stratégique d'investissement en GDT (CSI-GDI) par les acteurs</i>  <i>Indicateurs: les acteurs nationaux et internationaux sont informés sur le CSI et ses modalités de mise en œuvre.</i>  <i>Cible: Assurer la diffusion du CSI au niveau des acteurs les plus importants.</i></p>	<p>1. Résultat attendu: Elaboration d'un plan de communication pour la GDT          Elaboration de IDR, Recrutement de consultants</p> <p>2. Résultat attendu:</p> <p>Diffusion du CSI au niveau de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les collectivités territoriales</li> <li>- Les Directeurs</li> <li>- La société civile</li> <li>- Le secteur privé</li> </ul> <p>- Finalisation et approbation du PIF du projet SIP Banque mondiale</p> <p>- Finalisation et approbation du PIF du projet SIP PNUD</p> <p>- Conclusion de protocoles d'accords avec les parties prenantes pour la mobilisation des ressources</p> <p>- Mobilisation de la contribution de la partie malienne</p> <p>- Capitalisation des acquis</p>	<p>X</p> <p>X</p>	<p>X</p> <p>X</p>	<p>GdM</p> <p>GdM/</p> <p>PNUD</p>	<p>Honoraires Consultants Coût études</p> <p>Honoraires Consultants Coût études</p>	<p>10 000</p> <p>5000</p> <p>12 000</p>
	<p>- Développement d'un programme spécifique sur les produits des zones arides du Mali, notamment la gomme arabique pour les opportunités et le potentiel qu'il offre pour la lutte contre la pauvreté dans les zones arides.</p> <p>Mise en œuvre du partenariat MM/Small Grant Program du FEM</p> <p>Echanges d'expériences</p>			<p>MM</p> <p>MM</p>	<p>Honoraires Consultants Coût études</p>	<p>PM</p> <p>PM</p>

<p><b>Résultat 4</b>  <i>Situation de départ Faibles capacités des structures chargées de la mise en œuvre du Cadre stratégique en GDT (CSI-GDT)</i>  <b>Indicateurs:</b>  <i>Situation de départ: Faible capacité des structures pour la mise en œuvre du CSI-GDT dans les délais</i>  <b>Cible:</b> Fournir un appui technique à la mise en œuvre du Cadre stratégique d'investissement en GDT (CSI-GDT)  <b>Cible:</b> Assurer la qualité de la contribution de la partie malienne dans la mise en œuvre de la GDT</p>	<p>2. Résultat attendu : Renforcement des capacités des acteurs en vue d'une meilleure prise en charge du CSI  -Elaboration d'un programme de renforcement des capacités  Elaboration TDR  Recrutement de consultant  - Un appui technique efficace est mise en place pour la mise en œuvre du CSI-GDT dans les délais  Recrutement d'un expert ?</p>			MM	Honoraires Consultants Coût études	PM
<p><b>Résultat 5</b>  <i>Situation de départ : Climat général défavorable à la recherche de financement durable des actions de GDT</i></p>	<p>7. Résultat attendu : Mise en œuvre du programme de renforcement des capacités</p> <p>1 Résultat attendu : Réaliser un inventaire des OSC, analyser les potentialités et élaborer un programme de renforcement de capacités  2. Résultat attendu : Identifier les portes d'entrée pour la création d'un cadre réglementaire et institutionnel national et sous régional favorable pour la valorisation durable des produits naturels</p>			MM	Honoraires Consultants Coût études	PM
<b>TOTAL</b>						<b>137 000</b>

Année: 2010

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANNIÉES	CHRONOGRAMME				PARTIE RESPONSABLE	Source de financement	BUDGET PREVU	
		Q1	Q2	Q3	Q4			Description du budget	Montants en \$
<p><b>Résultat1</b>  <i>Situation de départ: Faible capacité de coordination des structures en charge de la mise en œuvre du Cadre stratégique d'investissement en GDT (CSI GDT)</i></p> <p><b>Indicateurs: Disponibilité d'une cellule et d'un système de suivi évaluation de la mise en œuvre du (CSI GDT)</b>  <i>Cible: Elaborer, valider et diffuser un système de suivi évaluation de la mise en œuvre du Cadre stratégique d'investissement en GDT (CSI GDT)</i></p>	<p>1. Résultat attendu: les capacités du MEA et du CIGQE sont renforcées pour la mise en œuvre du CSI de la GDT</p> <p>Equipe GDT :            a) appui à la coordination            b) fonctionnement-coordination</p>		X	X		MEA/PTF/GTN GDT/STP-CIGQE	PNUD GdM	Fonctionnement CC et ET-GDT	10 000 9000
	<p>2. Résultat attendu: Mise en œuvre du plan de communication GDT</p> <p>Mise en œuvre d'un plan de communication institutionnel</p> <p>Opérationnalisation du plan de communication avec de mise en œuvre de la stratégie de chaque composante</p> <p>Diffusion/dissémination du Cadre stratégique d'investissement en GDT (CSI-GDT) à toutes les parties prenantes</p>		X	X		MEA/ STP/GTNGDT-PTF/Agence de Communication	GdM	Coûts-plan communication	40 000
	<p>3. Résultat attendu: Un cadre partenarial dynamique est assuré pour le financement et la mise en œuvre du CSI-GDT</p>					GdM			8 000
	<p>4. Résultat attendu: L'Equipe technique et le comité consultatif sont opérationnels</p> <p>Organisation de réunions périodiques de l'équipe technique</p> <p>Organisation de réunions périodiques du comité consultatif</p>		X	X		MEA/ STP/GTNGDT-PTF	GdM	Fonctionnement CC et ET-GDT	10 000 10 500

<p>5. Résultat attendu : Un appui technique efficace est mise en place pour la mise en œuvre du CSI-GDT dans les délais</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place cellule de en œuvre :</li> <li>- Recrutement d'un expert Mise en place d'une cellule de coordination et de suivi évaluation des programmes de mise en œuvre du CSI</li> </ul>	<p>ME/STN/STP</p>	<p>X</p>	<p>17500</p>
<p>6 Résultat attendu: Elaboration d'un système de suivi évaluation et d'une base de données.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Elaboration TDR</li> <li>-Recrutement de consultant</li> <li>- Réalisation de la consultation</li> <li>-Atelier de validation du système de suivi évaluation</li> </ul>	<p>GdM</p>	<p>Honoraires Consultants Coût études</p>	<p>30 000</p>
<p>7. Résultat attendu : - Appui à la société civile : Identification des ONG maliennes intervenant dans la GDT,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification de celles pouvant appuyer les collectivités locales et détermination des capacités nécessaires à cet effet</li> <li>- Mise en œuvre de projets SLM de petite taille initiés par les ONG (SGP).</li> </ul>			
<p>8. Résultats attendus: les PTF et les structures nationales concernées sont associées</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation de réunions périodiques d'information et de concertation</li> </ul>	<p>ME/STN/STP CIGQE</p>	<p>X X</p>	<p>GdM</p>
<p><b>TOTAL</b></p>			<p><b>135000</b> <b>362000</b></p>